

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble administratif Jacques Lemercier
5, avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 24/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



MULTIMETAL

Route de Sognolles - la Bonneville
95540 MERY SUR OISE

Références : UD95-2022-0072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 au sein de l'établissement "MULTIMETAL", implanté route de Sognolles, lieu-dit la Bonneville à MERY-SUR-OISE (95540). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 janvier 2022 au sein de l'établissement. Il s'agit d'une inspection inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été initiée par la CELTIF de la Gendarmerie dans le cadre d'une opération de contrôle global de l'entreprise MULTIMETAL. Cette démarche fait notamment suite à des remontées de nuisances en termes de bruits de certains riverains proches ainsi que de la commune de Méry-sur-Oise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MULTIMETAL (route de Sognolles)
- Route de Sognolles - la Bonneville 95540 MERY SUR OISE
- Code AIOT dans GUN : 0006505861
- Régime : [Autorisation](#)
- Statut Seveso : [Non](#)

La Société MULTIMETAL exerce à Méry-sur-Oise une activité de tri de déchets de métaux et de démolition/dépollution de véhicules hors d'usage (VHU). Le site est localisé dans la zone industrielle des Bosquets, bordée par la route de Sognolles, le chemin de Pontoise et le chemin rural du Bosquet. L'ensemble est bordé par la route départementale n° 44 et, au-delà, par des champs. Les premières habitations sont situées à une vingtaine de mètres au nord du site.

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 décembre 1993 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires, dont le dernier en date est l'APC du 22 février 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesure du bruit 6 mois après notification de l'arrêté
- Valeur limite d'émission des eaux
- Quantité, nature et qualité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement est géré convenablement et présente, dans son ensemble, un état de propreté satisfaisant. L'exploitant fait procéder à l'ensemble des contrôles réglementaires tels que définis par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 régissant les activités de son exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 4.4.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 8.6.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Niveaux acoustiques	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 7.2.3	/	
Conditions particulières applicables à certaines installations	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 9.2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est gérée dans les règles de l'art, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 régissant les activités de celle-ci. Cependant, de légers dépassements en terme de métaux lourds apparaissent dans les résultats des analyses des rejets des eaux pluviales réalisés en septembre 2021, et l'exploitant est invité à faire procéder à des analyses plus poussées afin d'identifier la source de ces polluant potentiels, et ce, avant la prochaine visite d'inspection qui aura lieu avant la fin d el'année 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2021, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Mesure du bruit 6 mois après notification de l'arrêté
Constats : L'exploitant a remis en séance le rapport de mesures acoustiques effectué le 22 juillet 2021 par le bureau d'études spécialisé "ACOUSTIC RANCHIN". Ces mesures ont été prises entre 7h30 et 16h30, heures d'ouverture de l'établissement. La responsable d'exploitation du site a précisé à l'équipe d'inspection que l'installation était fermée entre 11h30 et 13h30, et que les horaires d'ouvertures étaient scrupuleusement respectés. Le site est fermé les samedis et dimanches. Le rapport précité précise que la référence réglementaire est l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2012. Or, un nouvel arrêté en date du 22 février 2021 s'applique dorénavant à cette installation. Cependant, les valeurs limites d'émissions définies par l'APC du 20 mars 2012 n'étant pas modifiées par la publication du dernier arrêté en date, l'inspection considère que ces mesures ne sont pas à classer en non-conformités. Le rapport précité précise que ces mesures ont été relevées par la mise en place de trois points de mesures, en limite de propriété. Les valeurs relevées sont les suivantes : Point n° 1 : valeurs mesurées entre 51 et 57 dB(A) avec une moyenne de 56,2 dB(A) pour une VLE de 65 dB(A) ; Point n° 2 : valeurs mesurées entre 54 et 62 dB(A) avec une moyenne de 59,7 dB(A) pour une VLE de 65 dB(A) ; Point n° 3 : valeurs mesurées entre 57 et 61 dB(A) avec une moyenne de 59,7 dB(A) pour une VLE de 65 dB(A). En conséquence, l'inspection constate que les prescriptions de l'arrêté du 22 février 2021 sont respectées. De plus, sur le rapport précité et fourni à l'inspection, le bureau d'études affirme que les émergences retenues pour les trois points de mesure sont inférieures à la valeur contractuelle de 70 db(A) en période diurne. L'inspection constate que les prescriptions de l'arrêté du 22 février 2021 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2021, article 4.4.2.1
Thème(s) : Autre, Rejets dans un ouvrage collectif
Prescription contrôlée : Valeur limite d'émission des eaux
Constats : L'exploitant a transmis à l'équipe d'inspection les résultats des analyses des EP effectués par le IL'exploitant a fait procéder à l'entretien de ses cuves et séparateurs en septembre 2021 par la société "BUTIN" et l'enlèvement des boues extraites dans le cadre de ce nettoyage a été effectué pour traitement approprié par la société "SITREM". L'exploitant a transmis à l'équipe d'inspection les résultats des analyses des EP effectués par le laboratoire "CERECO" en date du 09 septembre 2021, tels qu'exigés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021. Ces résultats font apparaître, pour certains paramètres, des non-conformités par rapport aux seuils définis par l'arrêté précité. En ce qui concerne le point d'entrée des eaux pluviales, les analyses font apparaître des dépassements en Hydrocarbures (9,3 mg/l pour une VLE de 5 mg/l), Cuivre (257 mg/l pour une VLE de 150 mg/l), Plomb (871 mg/l pour une VLE de 100 mg/l), et en Zinc (4 794 mg/l pour une VLE de 800 mg/l). Cependant, l'échantillon n° 2 concernant la sortie des eaux pluviales fait seulement apparaître un léger dépassement en Plomb (103 mg/l pour une VLE de 100 mg/l), les autres paramètres étant conformes à la réglementation en vigueur, ce qui constitue un signal rassurant quant à l'efficacité des systèmes de séparation et de traitement des EP avant rejet (pour rappel, les eaux sont rejetées dans un bassin de rétention avant passage par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetés dans le réseau d'assainissement collectif (STEP de Méry-sur-Oise puis rivière Oise). Cependant, l'exploitant devra faire procéder à une analyse poussée de ses installations aux fins d'identifier les paramètres conduisant à ce dépassement, et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, qui aura probablement lieu avant la fin de l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conditions particulières applicables à certaines installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2021, article 9.2
Thème(s) : Autre, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : Quantité, nature et qualité des déchets
Constats : Lors du tour complet du site, l'équipe d'inspection a constaté que les différents lieux de stockage étaient gérés dans les règles de l'art. Le site est dans un état de propreté satisfaisant, et les déchets les plus polluants potentiellement tels que batteries de voitures, batteries au lithium, DEEE, huiles usagées, etc. sont abrités et mis en rétention. Quelques VHU sont entreposés, mais l'exploitant précise que cette activité ne présente plus une activité régulière pour l'installation. De plus, les ferrailles, plastiques, pneumatiques, etc. sont stockés régulièrement et dans les limites définies par l'arrêté préfectoral complémentaire précité. En outre, l'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection les documents de suivis des déchets mis à jour quotidiennement. Enfin, le portique de détection d'éléments radioactifs et le pont bascule sont suivis et entretenus d'une façon régulière, conformément à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2021, article 8.6.4
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation sont tenus à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel: Ces consignes indiquant notamment : ... - L'interdiction de tout brûlage à l'air libre ...
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de braséros (fut percés) avec lesquels les employés brûlent des palettes de bois afin de se réchauffer. Cette situation relève d'une non conformité d'exploitation, et présente, qui plus est, un potentiel de danger important (départ de feu).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale